

[Text]

mienne et, à toutes fins pratiques, les choses seraient les mêmes mis à part les deux réacteurs nucléaires.

• 1140

Monsieur Murdoch, vous dites que le gouvernement devrait songer à vous aider à retenir les services d'un coordonnateur des mesures d'urgence dans votre région. Pourquoi le gouvernement devrait-il vous appuyer de cette façon?

Mr. Murdoch: It seemed in our mind at least the most reasonable and practical way to go. We just do not have, do not see the possibility of something being set up. For instance, in an area such as ours where we have 36 local municipalities, those municipalities range in population from roughly 8,000 people in one urban centre to less than 200 in one of the rural areas. So with that type of municipal structure it seemed to us to be the most logical way to go.

M. Ferland: Le projet de loi se veut respectueux des domaines de compétence, tant fédéraux que municipaux ou provinciaux. Vous dites qu'il y a 87,000 habitants dans votre comté. Si chacun des gouvernements locaux injectait un dollar par personne, il vous serait possible, je crois, de payer le salaire d'un coordonnateur régional et même d'avoir un petit budget annuel pour acheter certains équipements.

Est-ce que le rôle d'une municipalité régionale de comté ou d'une administration de comté n'est pas de sensibiliser la population aux mesures d'urgence en l'impliquant dans le processus? Ici, vous demandez au gouvernement fédéral ou même au gouvernement provincial de percevoir des impôts à votre place et de vous donner de l'argent pour que vous puissiez donner à votre population le service dont elle a besoin. De toute façon, c'est toujours le citoyen qui paie au bout du compte. Que ce soit au fédéral, au provincial ou au municipal, il paie de toute façon, et il a besoin de ce service de mesures d'urgence.

Dans le cadre de la mise en oeuvre d'un programme comme celui-là, et si on veut en assurer le suivi, ne vaudrait-il pas mieux que les municipalités partagent les coûts? Je parle d'un dollar par personne, ce qui ferait 87,000\$ dans votre comté. Je ne crois pas que cela grèverait le budget de chacune des municipalités. Vous me dites qu'il y a des municipalités de 200 habitants. On parle donc d'une facture de 200\$ par année que cette municipalité-là devrait envoyer au comté; pour une autre, ce serait 8,000\$. Ce ne sont pas des budgets extraordinaires. Vous pourriez alors vous doter d'un centre régional et retenir les services d'un coordonnateur. Vous auriez, bien sûr, l'appui du gouvernement, mais la personne à plein temps que vous embaucheriez serait une personne du milieu et son salaire serait payé par le milieu.

Ne croyez-vous pas que ce serait une bonne solution?

Mr. M.J. Johnson: Could I attempt to answer that, Mr. Chairman? I think we should make it clear for the record

[Translation]

practical purposes, the situation would be the same, except for the two nuclear reactors.

Mr. Murdoch, you say that the government should consider helping you acquire the services of an emergency measures co-ordinator. Why should the government help you in this way?

M. Murdoch: À notre avis, au moins, c'était la façon la plus raisonnable et la plus pratique de procéder. Nous ne voyons pas la possibilité d'établir quelque chose nous-mêmes. Par exemple, notre région compte 36 municipalités, dont la population varie d'environ 8,000, dans un centre urbain, à moins de 200 dans une zone rurale. Vu la structure de notre municipalité, ça paraissait la façon la plus logique de procéder.

Mr. Ferland: The bill is meant to respect federal, provincial and municipal jurisdiction. You say that your country has a population of 87,000. If all the local governments paid \$1 per capita, you could, I believe, pay the salary for a regional co-ordinator and even have a small annual budget to purchase some equipment.

Is it not the role of a regional municipality or a county government to make the public aware of the emergency measures by involving them in the process? Here, you are asking the federal government or even the provincial government to collect tax for you and to give you the money so that you can provide your population with the service it needs. Anyway, the citizen always ends up paying. Whether it is the federal, provincial or municipal government, the citizen pays in any event and needs this emergency measures service.

In implementing such a program and ensuring the follow-up, would it not be better for the municipalities to share the costs? I am talking about \$1 per capita, which would make \$87,000 in your county. I do not believe that this would strain the municipalities' budgets. You tell me that they are communities of 200 inhabitants. In that case, the annual bill from the county would be \$200; in another case, it would be \$8,000. These are not huge budgets. You could then have a regional centre and hire a co-ordinator. Of course, you would have the government's support but the full-time person you would hire would be some one local and his salary would be paid by the community.

Do you not believe this would be a good solution?

M. M.J. Johnson: Puis-je essayer de répondre à cette question, monsieur le président? Je pense que nous